JUSTEL - Législation consolidée

<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/arrete/2020/07/09/2020042582/justel>

Dossier numéro : 2020-07-09/18

Titre

9 JUILLET 2020. - Arrêté ministériel portant exécution de l'article 6, § 3, alinéa 2, et de l'article 10bis, alinéa 2, de l'arrêté royal du 9 janvier 2003 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques

Source : ECONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ENERGIE.JUSTICE

Publication : Moniteur belge du 05-08-2020 page : 57550

Entrée en vigueur : 15-08-2020

Table des matières

Art. 1-4

Texte

Art. 1er. § 1er. Pour éviter la perte de données et en cas d'interruption, pour quelque raison que ce soit, de la transmission vers le service NTSU-CTIF des données demandées par l'autorité judiciaire compétente sur la base des articles 88bis ou 90ter du Code d'instruction criminelle, les opérateurs de réseaux de communications électroniques et les fournisseurs de services de communications électroniques veillent à ce qu'elles soient temporairement conservées dans une mémoire tampon, telle que définie dans les normes TS 102 232-5, B.1, b.3) et b.4), TS 101 331, point 3.1 et point 4.2, b, 3 et 4 et TS 102 232-1, point 6.3.3 de l'Institut européen des normes de télécommunication (ci-après ETSI).

Les données sont conservées dans la mémoire tampon jusqu'à leur transmission réussie vers le service NTSU-CTIF.

§ 2. Conformément aux normes TS 101 331, 4.2. b) et TS 102 232-1, point 6.3.3., et TS 102 232-1, B.6, R24 de l'ETSI, l'opérateur de réseaux de communications électroniques ou le fournisseur de services de communications électroniques veille à ce que la capacité de la mémoire tampon soit au moins trois fois la capacité nécessaire pour le stockage d'une heure de débit moyen des flux de données visés au paragraphe 1er de l'opérateur ou du fournisseur vers le NTSU-CTIF lors de l'année précédente.

Lorsqu'aucun flux de données n'a été envoyé au NTSU-CTIF l'année précédente, l'opérateur ou le fournisseur prend en compte l'année la plus récente pendant laquelle des flux de données lui ont été envoyés.

Lorsque l'interruption de la transmission des données visée au paragraphe 1er mène à un dépassement de la capacité de la mémoire tampon, l'opérateur de réseaux de communications électroniques ou le fournisseur de services de communications électroniques conserve en mémoire tampon les données des heures les plus récentes avant la fin de l'interruption.

§ 3. Conformément aux normes TS 101 331, point 4.5, b) et TS 101 331, 4.5, a), de l'ETSI, avant que les opérateurs de réseaux de communications électroniques ou les fournisseurs de services de communications électroniques n'apportent de nouveaux services sur le marché ou ne modifient les services existants, ils veillent à ce que la capacité de leur mémoire tampon soit dimensionnée de façon suffisante pour pouvoir satisfaire aux exigences prévues au paragraphe 2.

Art. 2. § 1er. Conformément à la norme TS 101 331, point 4.2, e) et à la note 5 de la norme TS 101 331, 4.2, e) de l'ETSI, afin d'éviter la transmission de données non pertinentes au service NTSU-CTIF de manière à ce que seules les données demandées par l'autorité judiciaire compétente conformément aux articles 88bis ou 90ter du Code d'instruction criminelle lui soient transmises, chaque opérateur de réseau de communications électroniques et chaque fournisseur d'un service de communications électroniques est techniquement à même de filtrer le flux